Le groupe de jurilinguistique française au ministère de la Justice

Alexandre Covacs

De par l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, le Parlement, dès sa création en 1867, avait vocation au bilinguisme. Mais les Pères de la Confédération n'avaient pas envisagé tous les problèmes posés par l'instauration, au sein de l'Institution, d'un véritable statut d'égalité entre le français et l'anglais. Ils ne disposaient pas non plus des moyens techniques nécessaires à cette fin. C'est précisément en vue de favoriser la progression vers cette égalité que furent prises, entre autres, les mesures suivantes : création, en 1885, à la Chambre des communes du poste de président adjoint, celui-ci devant connaître la langue non parlée couramment par le président; création, en 1934, du Bureau des traductions; mise en place, en 1959, de l'interprétation simultanée; adoption, en 1959, de la *Loi sur les langues officielles* et, en 1982, de la Charte canadienne des droits et libertés.

C'est dans le cadre des efforts les plus récents déployés pour surmonter la difficulté de légiférer en deux langues que s'inscrit la constitution, en 1979, au sein de la Section de la législation du ministère de la Justice du Canada, du groupe de jurilinguistique française.

Au Canada, la rédaction des projets de lois fédérales d'origine gouvernementale est, depuis 1944, centralisée au ministère de la Justice, où elle est confiée à la Section de la législation.

Comme, à l'échelon fédéral, le français est, au même titre que l'anglais, langue officielle, que par ailleurs le droit législatif fédéral, bien que tirant son origine du droit de type anglais, ou *common law*, est fortement coloré par les concepts du droit romano-germanique, ou droit civil au sens large du terme, la rédaction des projets repose sur le travail concerté d'équipes de juristes, en l'occurrence de rédacteurs-légistes, francophones et anglophones, les uns de formation civiliste, les autres de formation *common law*. C'est ainsi que, dès que le conseil des ministres autorise la section à rédiger un projet, un juriste de chaque langue et de chaque système de droit y est affecté, le rédacteur fran-

cophone ou anglophone étant, selon une répartition administrative, tantôt responsable en premier, tantôt responsable en second, du dossier.

Il convient de noter que cette organisation ne remonte qu'à quelques années. Jusqu'à une date relativement récente, la tradition a fait que les projets de loi ont toujours été rédigés en anglais, puis simplement traduits en français par un service extérieur au ministère, et généralement de façon littérale. En outre, pendant fort longtemps, cette traduction a été définitive, en ce sens qu'elle n'était pas revue par un juriste francophone avant d'être déposée au Parlement, le traducteur se trouvant être abusivement le premier et, dans de nombreux cas, le seul interprète de la loi.

Conscient de l'effort de redressement à entreprendre, le ministère a, dans un premier temps, engagé des juristes francophones de formation civiliste pour les affecter à la contre-révision de la version française traduite des projets.

Cette initiative a, certes, contribué à améliorer la situation. Il n'empêche que le français restait toujours à la remorque de l'anglais. De plus, les juristes francophones, contrairement à leurs collègues anglophones, ne faisaient que de la contre-révision de texte, et non véritablement oeuvre, malgré leur formation et leur vocation, de création juridique.

Voilà pourquoi le ministère, dans une seconde étape, a décidé de mettre sur pied l'organisation par équipes bilingues-bijuridiques mentionnée plus haut. Encore fallait-il jeter les bases théoriques et pratiques du fonctionnement de cette organisation.

Sur le plan théorique, le ministère a donc posé en postulat que l'objectif à atteindre, c'était de produire des lois dont le sens, l'esprit et les effets juridiques soient équivalents dans les deux langues officielles, et non pas simplement d'exécuter une version française qui soit le fidèle reflet d'un original anglais. Par un radical renversement de perspective, l'accent était d'entrée de jeu mis, non plus sur la traduction, mais sur la rédaction. Toutefois, comme il n'existait pas, au fédéral, de tradition de rédaction législative, il s'imposait d'en créer une, de façon à guider les juristes francophones tant dans leur travail de rédaction directe que de rédaction à partir de l'anglais. C'est ce que fit le ministère en définissant la nature de l'écrit législatif et en établissant ses caractéristiques optimales de qualité.

M. Alexandre Covacs est directeur des Services linguistiques français à la Section de la législation du ministère de la Justice.

Sur le plan pratique, il a suscité la constitution d'un groupe chargé de donner corps à la théorie, de l'implanter dans le quotidien du métier et de la faire progresser dans le sens d'un affinement toujours plus grand. Ainsi est né le groupe de jurilinguistique française, ou JLF.

Composé d'une vingtaine de membres, il comprend l'ensemble des juristes et linguistes francophones de la Section de la législation et de la Commission de révision des lois (organisme chargé, auprès du ministère, de la révision formelle périodique des lois), ainsi que des représentants du Service de correction-révision de la section, des Services juridiques du Bureau du Conseil privé (réglementation) et de la Section de traduction détachée auprès du ministère par le Bureau fédéral des traductions (Secrétariat d'État). Se réunissant selon la périodicité la plus compatible avec les urgences, il a pour fonctions d'étudier et, dans la mesure du possible, de résoudre tous les problèmes de français législatif que ses membres portent à son attention.

Sa première tâche a consisté à réaliser un ouvrage intitulé *Guide canadien de rédaction législative française*. Ce document se présente, pour plus de commodité, sous la forme d'une série d'articles classés dans l'ordre alphabétique, français et anglais confondus, de leurs titres, suivie d'une table récapitulative.

Comme la rédaction législative française s'effectue, ainsi qu'on l'a vu, tantôt directement en français (projets de loi), tantôt indirectement à partir de l'anglais (projets de loi et, pendant une période de moyenne durée, révision des lois en vigueur), les articles comprennent :

- des textes unilingues français, au titre français ou anglais suivant le sujet traité, qui intéressent le droit et la langue (conseils ou règles, modèles de formulation, terminologie, informations diverses), voire la présentation matérielle ou typographique;
- des textes bilingues reproduisant la version anglaise officielle des passages les plus caractéristiques qui se rencontrent à maintes reprises, sous une forme plus ou moins semblable, dans les *Statutes* et donnant de ces passages une version française non officielle susceptible de servir de modèle.

Par ailleurs, les articles ont soit valeur normative — c'est partiellement le cas des textes unilingues — soit valeur indicative — c'est généralement le cas des textes bilingues, qu'il faut souvent adapter. La distinction ressort sans difficulté de leur teneur même.

Tel qu'il est, le guide, dont la première édition a paru en 1980, n'en est qu'à ses débuts. Des rééditions sont prévues. Viendront précisément s'y incorporer les travaux permanents du JLF, ainsi que le fruit des éventuelles critiques que voudront bien lui faire parvenir celles et ceux qui, en dehors même du ministère, ont à cœur de concourir à la qualité du français législatif.

Sur ce travail de résolution des problèmes et de création continue se greffe tout naturellement une véritable action d'autofortification des anciens et de formation des nouveaux, laquelle, une fois couronnée de succès, permettra de confier de plus en plus souvent aux juristes francophones la responsabilité en premier des projets de loi. En effet, par suite du peu d'ancienneté, donc de l'expérience moindre, du groupe francophone par rapport au

groupe anglophone, ce sont les anglophones qui, quelque temps encore, vont rester les maîtres d'œuvre des projets importants ou particulièrement complexes. Qui plus est, le francophone, quand bien même il aurait à son actif une excellente formation secondaire, a fait son droit en étudiant des textes souvent traduits, plus ou moins bien, de l'anglais, ou imprégnés des termes, des formulations et des structures de l'anglais. Ses professeurs lui ont transmis, soit à leur insu soit parce qu'ils l'estimaient juridiquement indispensable, un enseignement marqué à maints égards de la même influence. S'il a exercé le droit, voire une autre profession, dans le secteur privé ou public avant d'occuper son poste actuel, il y a de fortes chances que cette influence — et c'est on ne peut plus humain — se soit enracinée encore plus profondément en lui.

Grâce à leur participation aux travaux du JLF, les juristes francophones bénéficient d'une double action de désinformation, en se libérant de l'influence des structures anglaises, et de formation, en s'imprégnant des structures authentiquement françaises, action complétée par l'apport de jurilinguistes, c'est-à-dire de linguistes axés sur le droit.

Au sein du JLF, ceux-ci, au nombre de deux, fournissent leur aide à la rédaction ou traduction des projets ou à la révision formelle des lois en vigueur. À ce titre, ils ont notamment pour fonctions :

- de revoir celles des versions françaises, obtenues par rédaction ou traduction, des projets de loi que leur présentent les juristes responsables et de participer avec eux à leur mise au point;
- d'assurer un service de consultation ponctuelle;
- de dépouiller des textes conçus en français pour en tirer, après adaptation éventuelle, des fiches terminologiques ou phraséologiques qu'ils mettent à la disposition de leurs collègues ou dont ils proposent l'insertion dans le guide;
- de faire des exposés sur tout point jugé utile;
- d'assurer la liaison avec la Direction générale de la terminologie et de la documentation, au Bureau fédéral des traductions, et, au besoin, avec les services linguistiques compétents des provinces et de l'étranger.

À ce jour, l'activité du JLF, en tant que groupe ou par l'intermédiaire de ses membres, a été marquée par de multiples résultats positifs. Bien des projets de loi, à la version française tout à fait convenable sur les plans de la terminologie et de la formulation, ont été déposés, voire adoptés. Désormais, et de plus en plus, l'expression législative française tend à se dégager, en traduction comme en rédaction, de l'influence lexicale et stylistique de l'anglais. Déjà, grâce à la collaboration toujours plus étroite qui s'est instaurée à l'intérieur des équipes de rédaction bilingue, est en oeuvre un fructueux va-et-vient entre les versions française et anglaise, particulièrement bénéfique à la formulation de l'esprit et de la lettre de la loi. Il n'est donc pas utopique d'espérer en la naissance, à moyen terme, d'une véritable école canadienne de rédaction législative bilingue, modèle éventuel pour les pays ou les communautés de pays qui ont à établir des normes juridiques en plusieurs langues.